



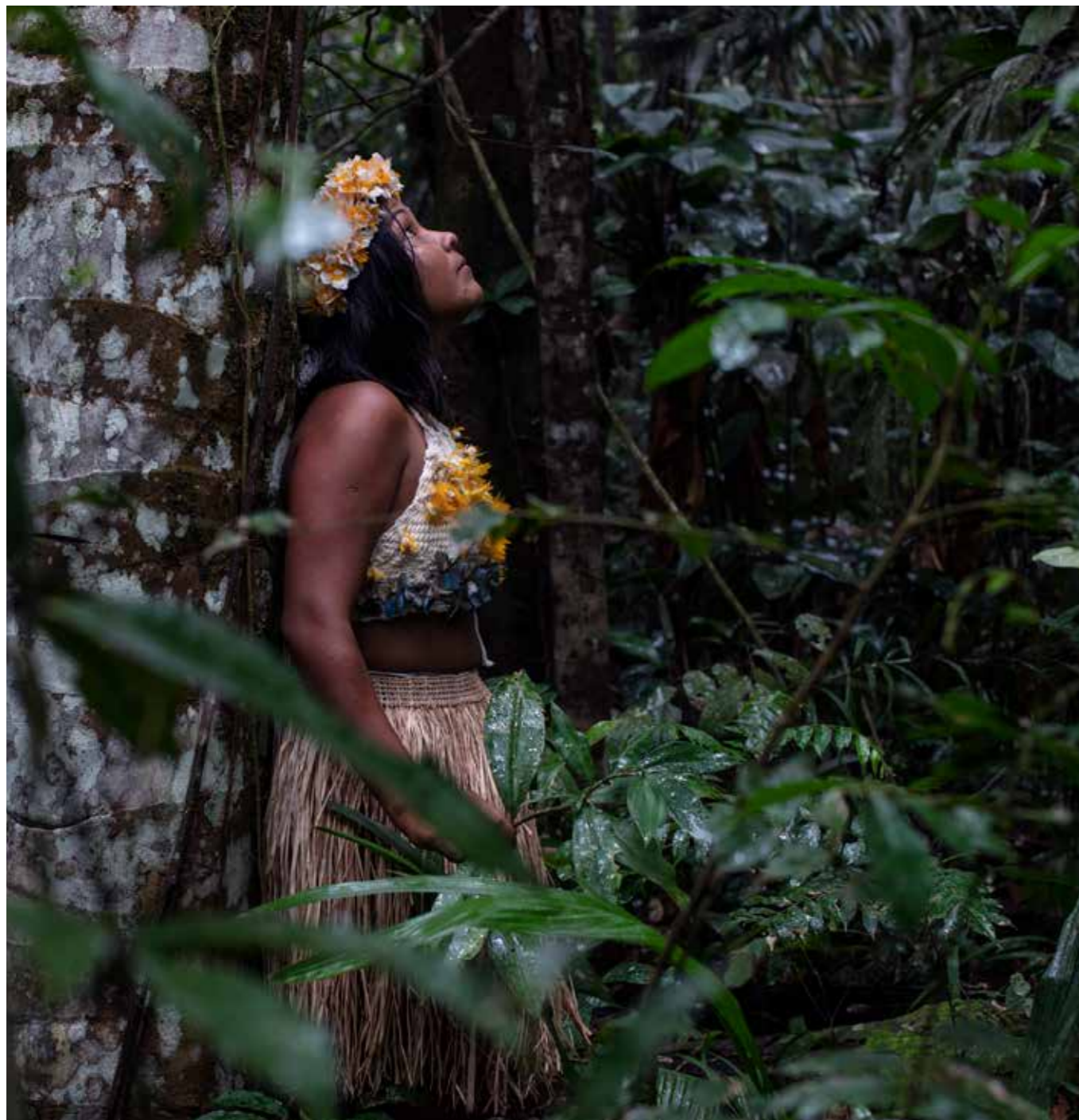
WWF

An aerial photograph showing a lush green forest on the left, a winding river in the center, and a large, cleared area of land on the right. The cleared area is mostly bare earth and sparse vegetation, indicating deforestation. The background shows more dense forest.

LES FRONTS DE DÉFORESTATION

MOTEURS ET RÉPONSES DANS UN MONDE EN MUTATION

SYNTHÈSE ÉTENDUE



Joelma Diarroi de l'Associação Povo Indígena Jiahui (APIJ), photographié à Kanindé Ethno-Environmental Defense Association, situé près de Porto Velho, Rondônia, Brésil.

WWF

Le WWF est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de près de 5 millions de membres, le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation soutenable des ressources naturelles renouvelables, et en faisant la promotion de la réduction de la pollution et du gaspillage.

Ce document est une version étendue par le WWF France à partir de la version internationale de la synthèse : WWF (2020) Les fronts de déforestation : moteurs et réponses dans un monde en mutation. Traduction de Deforestation fronts: drivers and responses in a time of change. Executive summary. WWF, Gland, Suisse

Auteurs principaux : Pacheco, P. ; Mo, K. ; Dudley, N. ; Shapiro, A. ; Aguilar-Amuchastegui, N. ; Ling, P.Y. ; Anderson, C. et Marx, A.
WWF, 28 rue Mauverney, 1196 Gland, Suisse. Tél. +41 22 364 9111 CH-550.0.128.920-7

Les marques WWF® et World Wide Fund for Nature® et le Symbole du panda 1986© sont la propriété de WWF-World Wide Fund for Nature (anciennement World Wildlife Fund). Tous droits réservés.

Pour obtenir les coordonnées et de plus amples informations, veuillez consulter notre site web international à l'adresse suivante : wwf.panda.org/deforestationfronts

Conception par Miller Design UK

Photo de couverture : © Marizilda Cruppe / WWF-UK

Traduction française : Anyword

Mise en page de la version française : Eléonore Hadida

UNE PLANÈTE SAINÉ POUR LES HUMAINS COMMENCE PAR DES FORÊTS SAINES

L'année passée nous a permis de prendre pleinement conscience que notre santé est profondément liée à celle de la nature et aux nombreux services qu'elle nous offre. La propagation et l'émergence de zoonoses telles que la Covid-19 est une autre conséquence tragique et un indicateur de la pression croissante que nous exerçons sur les systèmes naturels, ainsi que de l'érosion précipitée de la nature due à nos modèles de développement non soutenables.

Les forêts sont vitales pour nos économies et notre santé, que ce soit pour l'air que nous respirons ou le bois que nous utilisons. Couvrant près d'un tiers de la surface terrestre, les forêts abritent plus de la moitié des espèces terrestres du monde et sont la source de 75 % de l'eau douce de la planète. Plus d'un milliard de personnes vivent dans des forêts et autour d'elles. Elles sont le refuge physique mais aussi spirituel de beaucoup de peuples autochtones et de communautés locales. Les forêts sont des puits de carbone essentiels : à elles seules, les forêts tropicales stockent sept fois plus de carbone que l'humanité n'en émet chaque année et absorbent jusqu'à 1,8 gigatonne de carbone par an.

Pourtant, les forêts sont aujourd'hui en crise, dévastées par les incendies, dégradées ou converties pour l'agriculture, l'exploitation du bois et la production d'énergie. La mauvaise gestion des forêts mondiales augmente les émissions de carbone, ravage la biodiversité, détruit des écosystèmes vitaux et affecte les moyens de subsistance et le bien-être des communautés locales, ainsi que des sociétés dans le monde entier. Et la situation ne fait qu'empirer. Les systèmes alimentaires actuels ne sont pas soutenables car, au lieu de réaffecter les terres dégradées pour une utilisation agricole durable, les humains continuent de détruire les forêts, les savanes et les prairies naturelles.

La déforestation et la dégradation des forêts sont les principaux moteurs des maladies zoonotiques. Lorsqu'elles sont en bonne santé, les forêts font office de tampon contre les maladies comme la Covid-19. Mais lorsqu'elles sont attaquées, leurs protections sont affaiblies, ce qui entraîne la propagation de maladies. Il est temps de valoriser ce que la nature nous apporte et nos forêts doivent être au centre de cette action. Comme le montre ce rapport, nous avons besoin d'une mobilisation collective pour mettre en œuvre des solutions adaptées et intégrées qui fonctionnent pour les humains et la nature. Et ce changement doit avoir lieu tout au long de la chaîne, au sein des pays qui abritent des forêts mais aussi dans ceux qui contribuent à la déforestation par leurs modes de vie et de consommation.

Tout cela renforce la nécessité d'un New Deal pour la nature et pour l'homme, qui engagera la nature sur la voie du rétablissement d'ici 2030 et nous mettra sur la bonne trajectoire pour atteindre un développement véritablement soutenable et une société neutre en carbone, équitable et favorable à la nature. Parmi d'autres objectifs, nous appelons à mettre fin à la perte d'espaces naturels comme les forêts et à prendre des mesures pour réduire de moitié les impacts négatifs de la production et de la consommation.

Nous savons ce qu'il faut faire : protéger les zones critiques pour la biodiversité et gérer les forêts de manière responsable, mettre un terme à la déforestation et restaurer les paysages forestiers dégradés, reconnaître et protéger les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales, soutenir les gens à bâtir des moyens de subsistances durables, améliorer la gouvernance territoriale et transformer nos économies, nos systèmes alimentaires et financiers afin de mieux prendre en compte la valeur de la nature. Avec une coalition mondiale d'acteurs déterminés suffisamment forte - gouvernements, entreprises, communautés locales, peuples autochtones, organisations de la société civile et consommateurs - nous pouvons y arriver.

Servons-nous de cette crise comme d'une opportunité pour stopper l'érosion de la nature et sauvegarder les forêts, l'une des ressources naturelles les plus précieuses de notre monde.



Marco Lambertini,
Directeur Général
WWF International

Photo © WWF / Richard Stonehouse

INTRODUCTION

Les causes, le rythme et l'ampleur de la déforestation et de la dégradation des forêts ont changé au fil des années. La manière dont les différentes causes de la déforestation sont liées entre elles et les effets qu'elles ont sur les forêts varient en fonction des régions. À l'échelle mondiale, une multitude d'approches ont été mises en œuvre pour mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts. Si des progrès ont été réalisés pour stopper la perte et la dégradation des forêts, ces deux phénomènes se poursuivent à un rythme alarmant.

Ce rapport propose une analyse complète de la déforestation reliant les moteurs et les réponses à apporter au niveau mondial en regardant de plus près 24 « fronts de déforestation » : ce sont des régions qui présentent une concentration importante de « points chauds » de déforestation et où des surfaces importantes de forêts restantes sont menacées. Plus de 43 millions d'hectares ont été perdus sur ces fronts entre 2004 et 2017, soit une superficie à peu près équivalente à celle du Maroc.

L'analyse présentée ici se concentre sur les régions tropicales et subtropicales, qui représentent plus de deux tiers du couvert forestier mondial perdu entre 2000 et 2018 et où la fragmentation des forêts est importante. Près de la moitié des forêts sur pied dans ces « fronts de déforestation » ont subi une certaine forme de fragmentation.

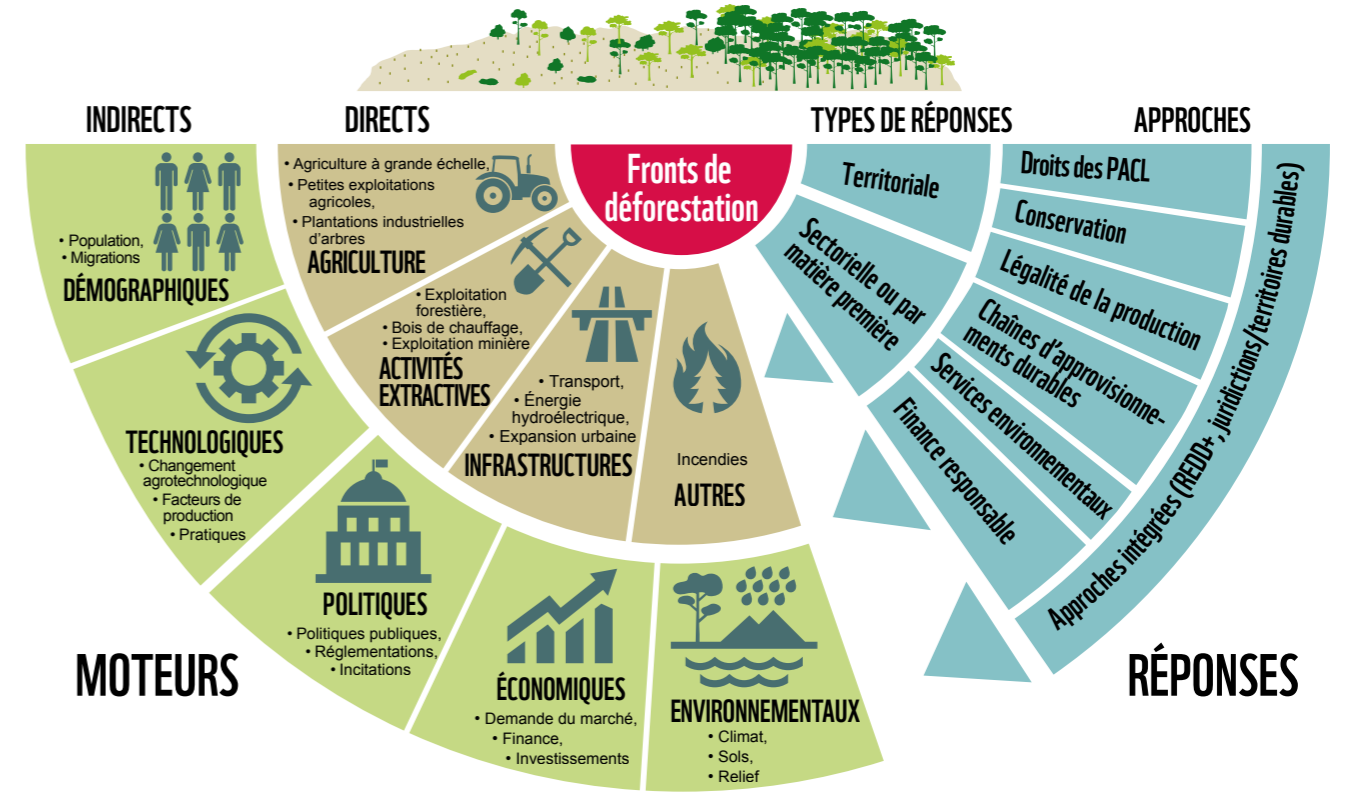
La déforestation fluctue dans le temps. Les tendances récentes indiquent que la déforestation persistera dans ces fronts, à moins d'une action collective et d'approches plus intégrées adaptées à chaque front.



Photo aérienne de déforestation. Forêt tropicale humide à Bornéo en Malaisie, détruite pour planter de l'huile de palme. © Shutterstock / Rich Carey / WWF-Sweden

Relier les moteurs et les réponses

Le cadre suivant montre les liens entre les moteurs de la déforestation au niveau mondial et les approches existantes pour y faire face. Ces interactions jouent un rôle important dans les dynamiques au sein des fronts de déforestation.



L'expansion de l'agriculture commerciale (à petite et à grande échelle) et les plantations industrielles d'arbres à croissance rapide sont, de loin, les principaux moteurs de la déforestation, la spéculation foncière jouant un rôle de plus en plus important. Les infrastructures et les activités extractives, en particulier l'expansion de l'exploitation minière, sont des moteurs de plus en plus importants. Ces derniers prennent différentes formes selon les lieux et évoluent au fil du temps.

De multiples approches et réponses ont été portées par les acteurs étatiques et non étatiques pour lutter contre la déforestation. Certaines ont mieux fonctionné que d'autres mais elles ont toutes leurs limites. Il est essentiel de reconnaître le potentiel et les limites des différentes approches et réponses, ainsi que les synergies nécessaires afin que les réponses apportées soient plus efficaces pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts, tout en évitant des impacts sociaux négatifs, et arriver à des résultats plus inclusifs et équitables.

Les conclusions de notre recherche sont conçues pour aider les décideurs politiques, les entreprises, les organisations de la société civile et toute personne travaillant à arrêter et à inverser la déforestation à mieux comprendre quelles sont les approches nécessaires pour avoir un impact durable à grande échelle.

Notre analyse montre que les réponses territoriales - telles que les aires protégées et de conservation, la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales (PAACL) et les moratoires sur la conversion des terres

forestières - peuvent être efficace contre la perte des forêts menacées mais ces approches ne contribuent pas à arrêter la déforestation au-delà de leurs propres frontières, et ont des conséquences sociales différentes. Les réponses sectorielles ou par matières premières, comme la certification volontaire, les paiements pour services environnementaux (PSE) et les chaînes d'approvisionnement sans déforestation sont importantes mais n'ont eu jusqu'à présent qu'un impact limité à grande échelle. D'autres approches intégrées émergent, motivées par des paiements basés sur la réduction mesurée de la déforestation, ainsi que par des approches juridictionnelles et d'aménagement du territoire. Ces dernières tirent parti du pouvoir des marchés et de la finance, mais nécessitent toujours une intervention active de l'État aux niveaux national et infranational et des partenariats public-privé, assurant ainsi les conditions pour une participation plus large des parties prenantes locales, y compris les peuples autochtones et les communautés locales.

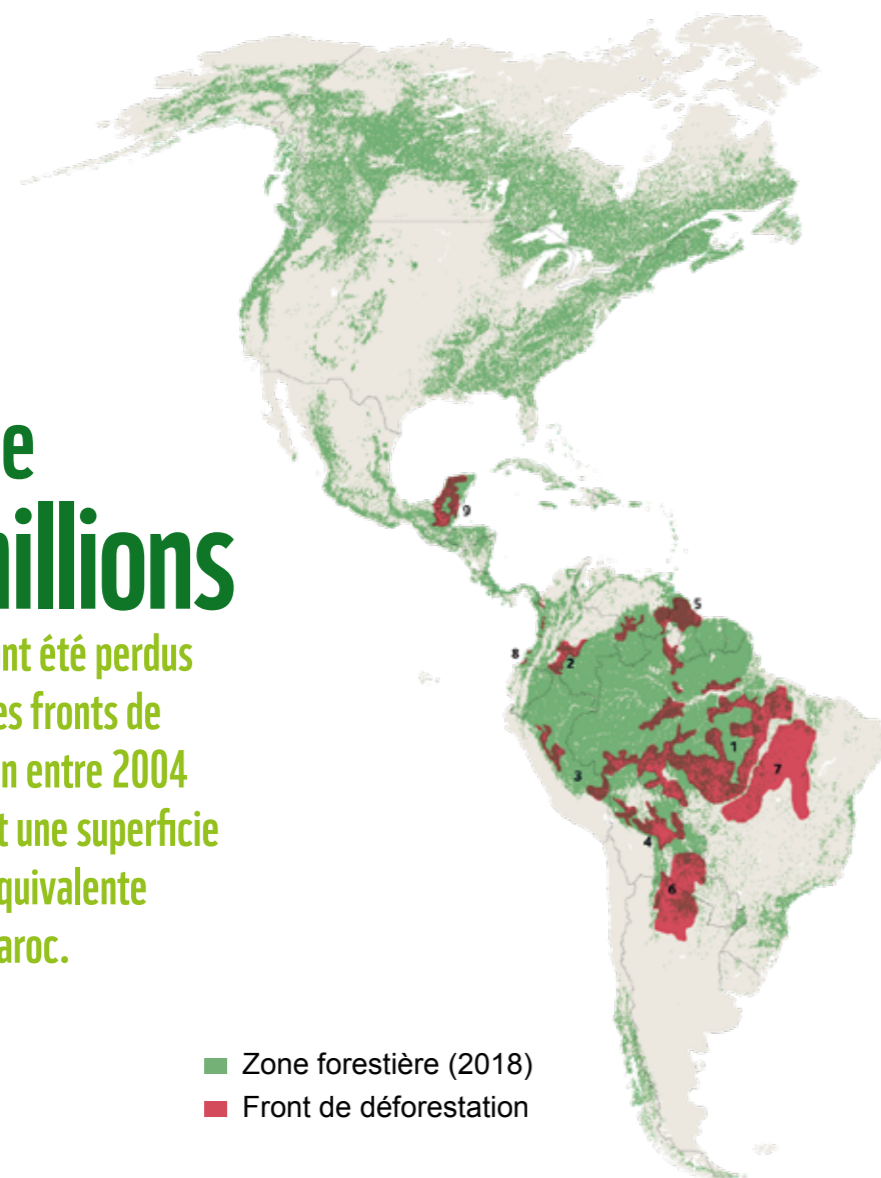
Une action plus ambitieuse est nécessaire pour renforcer les initiatives lancées à différentes échelles et au sein des territoires, tout en créant les conditions favorables à l'adoption de solutions qui sont plus efficaces dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts et prennent en compte l'inclusion sociale et l'équité. Finalement, le véritable changement implique de transformer nos économies, nos systèmes alimentaires et financiers, et notre modèle de développement en replaçant la nature et l'humain au cœur.

FRONTS DE DÉFORESTATION

Plus de
43 millions

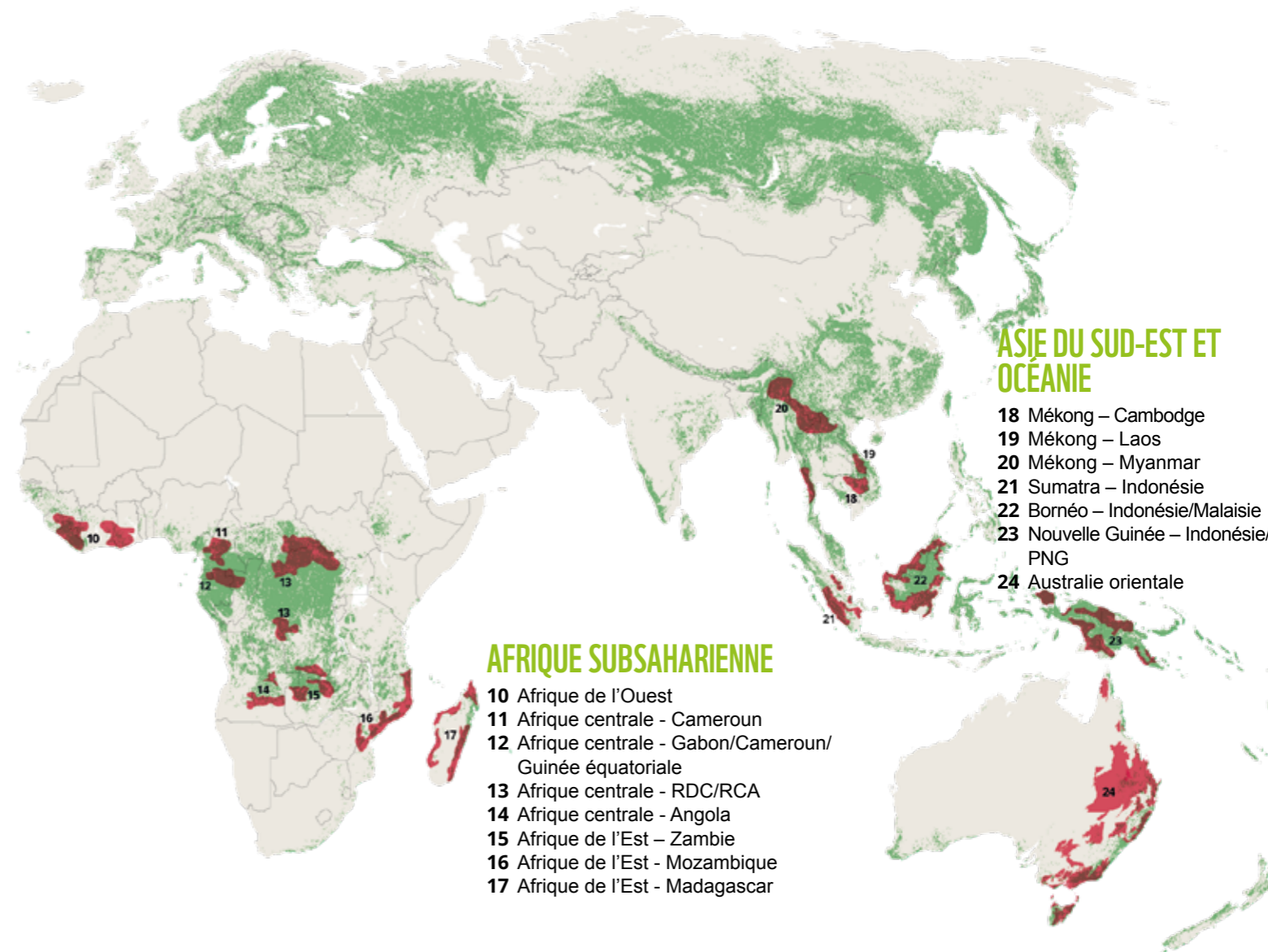
d'hectares ont été perdus
au sein de ces fronts de
déforestation entre 2004
et 2017, soit une superficie
à peu près équivalente
à celle du Maroc.

■ Zone forestière (2018)
■ Front de déforestation



AMÉRIQUE LATINE

- 1 Amazonie – Brésil
- 2 Amazonie – Colombie
- 3 Amazonie – Pérou
- 4 Amazonie – Bolivie
- 5 Amazonie – Venezuela/Guyana
- 6 Gran Chaco – Paraguay/Argentine
- 7 Cerrado – Brésil
- 8 Choco-Darien – Colombie/Équateur
- 9 Forêts Maya – Mexique/Guatemala



ASIE DU SUD-EST ET OcéANIE

- 18 Mékong – Cambodge
- 19 Mékong – Laos
- 20 Mékong – Myanmar
- 21 Sumatra – Indonésie
- 22 Bornéo – Indonésie/Malaisie
- 23 Nouvelle Guinée – Indonésie/PNG
- 24 Australie orientale

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 10 Afrique de l'Ouest
- 11 Afrique centrale - Cameroun
- 12 Afrique centrale - Gabon/Cameroun/Guinée équatoriale
- 13 Afrique centrale - RDC/RCA
- 14 Afrique centrale - Angola
- 15 Afrique de l'Est - Zambie
- 16 Afrique de l'Est - Mozambique
- 17 Afrique de l'Est - Madagascar

La plupart de la perte de forêt est concentrée sur 24 fronts de déforestation en Amérique latine, en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est et en Océanie. Plusieurs d'entre eux figuraient déjà dans le rapport Forêts vivantes du WWF en 2015, parmi lesquels l'Amazonie, l'Afrique centrale, le Mékong et l'Indonésie. Depuis, de nouveaux fronts sont apparus en Afrique de l'Ouest (par exemple, au Liberia, en Côte d'Ivoire, au Ghana), en Afrique de l'Est (par exemple, à Madagascar) et en Amérique latine, y compris dans l'Amazonie du Guyana et du Venezuela et dans la forêt Maya au Mexique et au Guatemala.

Les 24 fronts de déforestation couvrent une superficie de 710 millions d'hectares. La moitié de cette superficie est actuellement boisée (377 millions d'hectares, soit environ un cinquième de la superficie forestière totale dans les régions tropicales et sub-tropicales), les forêts primaires ou intactes représentant environ les deux tiers (256 millions d'hectares). Plus de 10 % de la superficie forestière des fronts de déforestation, soit environ 43 millions d'hectares, ont été perdus au sein de ces fronts entre 2004 et 2017.

Dans ces zones, près de la moitié des forêts encore sur pied, environ 45 %, ont subi une certaine forme de fragmentation.

Les zones fragmentées et les lisières des forêts sont plus sujettes aux incendies et plus susceptibles d'être touchées par l'intervention humaine en raison de leur facilité d'accès.

Les moteurs de la déforestation - anciennes et nouvelles tendances

De l'agriculture aux plantations industrielles en passant par les infrastructures et les activités extractives, nous en savons déjà beaucoup sur les moteurs de la déforestation. Pourtant, l'influence changeante de ces moteurs au fil du temps est moins bien comprise. Ils ont tendance à évoluer en fonction du marché mondial et des tendances d'investissements, des changements de politiques nationales, et des économies politiques locales, parmi d'autres.

Un point commun est le développement de routes, associé à l'expansion de l'exploitation minière et forestière, et souvent suivie de l'agriculture commerciale. La conversion des forêts pour l'agriculture est également liée aux conditions pédo-climatiques et topographiques, à la présence de chaînes logistiques et à la spéculation foncière qui persiste dans ces zones.

On trouve également des moteurs de déforestation spécifiques dans certaines régions : c'est le cas de l'élevage de bétail et du soja en Amérique latine - le premier principalement en Amazonie et le second dans le Cerrado et le Chaco - ou des plantations d'arbres et d'huile de palme en Asie

En Afrique, l'agriculture vivrière reste un moteur clé mais l'agriculture commerciale tend à se développer, accompagnée de l'extraction de bois à petite échelle pour produire de l'énergie, bien que cela soit principalement source de dégradation des forêts plutôt que de déforestation.

Nouvelle tendance, dans plusieurs régions, le nombre de petits producteurs de matières premières telles que le cacao, l'huile de palme, le bétail et le maïs, croît - parfois pour les exporter mais souvent pour répondre à une demande en forte hausse sur les marchés intérieurs. La déforestation s'étend également dans les régions exposées à la pression des opérations minières informelles et à l'expansion de l'occupation humaine.

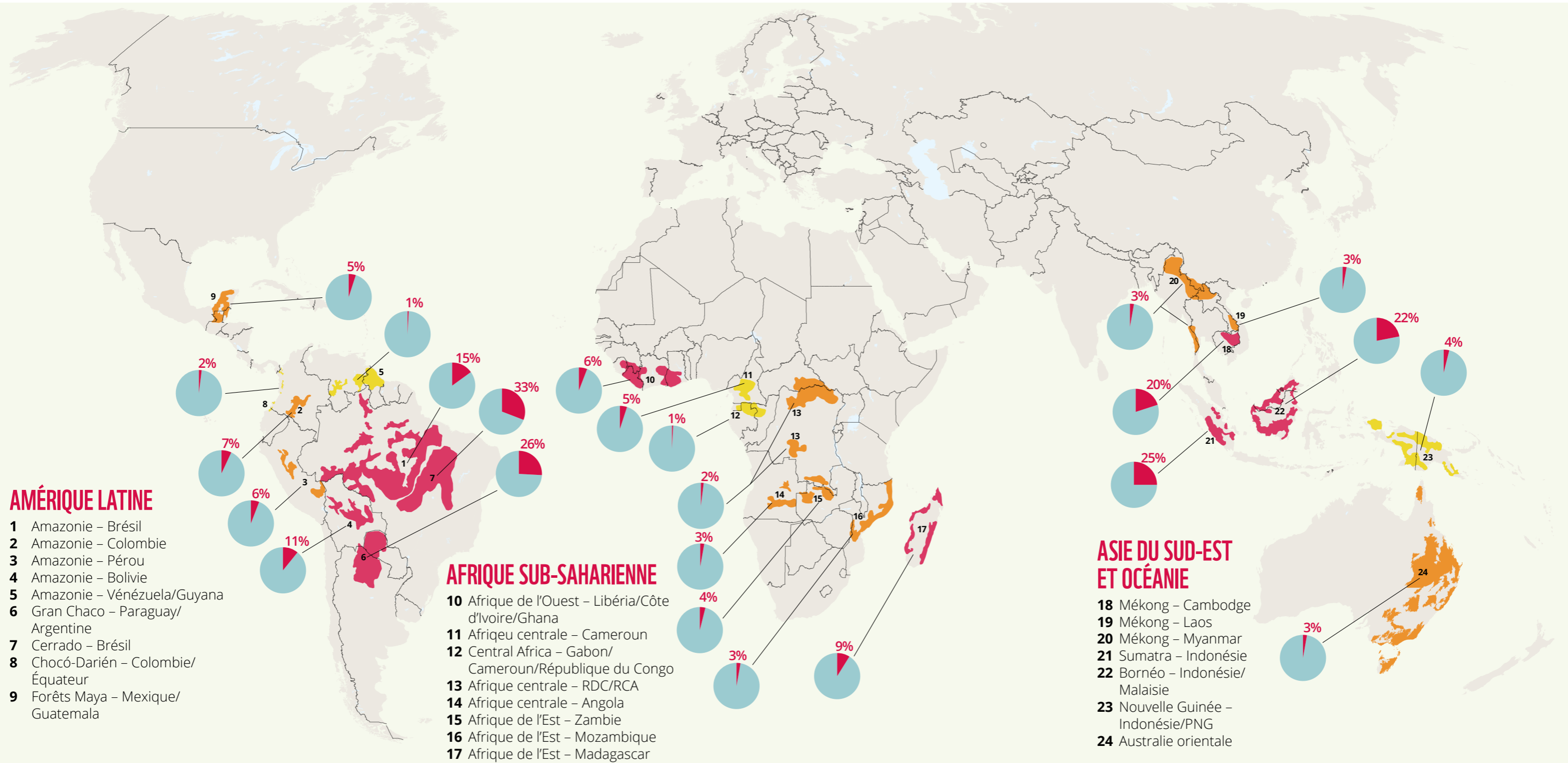
L'exploitation forestière illégale à grande échelle, souvent destinée à approvisionner les marchés internationaux du bois, a également entraîné une dégradation des forêts, souvent suivie par un défrichement. Toutefois, l'exploitation forestière à grande échelle est lentement remplacée par des opérations

informelles à plus petite échelle, liées aux marchés nationaux et régionaux, principalement pour produire du bois de chauffage ou destiné à la construction. L'extraction du bois sert également à financer le défrichement de certaines régions frontalières.

L'influence des pressions indirectes qui sous-tendent ces tendances est moins claire. La croissance économique et démographique mondiale, qui entraîne une augmentation de la consommation alimentaire, a conduit à une expansion de l'agriculture commerciale. La demande croissante du marché alimente également la spéculation foncière et l'empiètement sur les forêts publiques et les terres appartenant aux peuples autochtones et aux communautés locales. Ces tendances sont souvent accompagnées d'une expansion des économies et activités illégales ou informelles, qui impliquent parfois les élites locales et du monde des affaires.

En outre, les gouvernements ont tendance à stimuler l'investissement dans l'agriculture et les industries extractives, en l'associant à leurs objectifs de croissance économique, mais en ne prenant pas suffisamment en compte les besoins et les perspectives des populations rurales, y compris les peuples autochtones et les communautés locales, les petits producteurs et les populations rurales sans terres.

PRESSION ACTUELLE DE DÉFORESTATION DANS CHAQUE FRONT



Taux de déforestation annuel moyen pour chaque front de déforestation sur la période 2000-2018

- Faible <0.1%
- Moyen 0.1-0.5%
- Élevé >0.5%

● Déforestation de 2000 à 2018 en pourcentage du couvert forestier en 2000

LES MOTEURS DE LA DÉFORESTATION CLASSÉS PAR FRONT

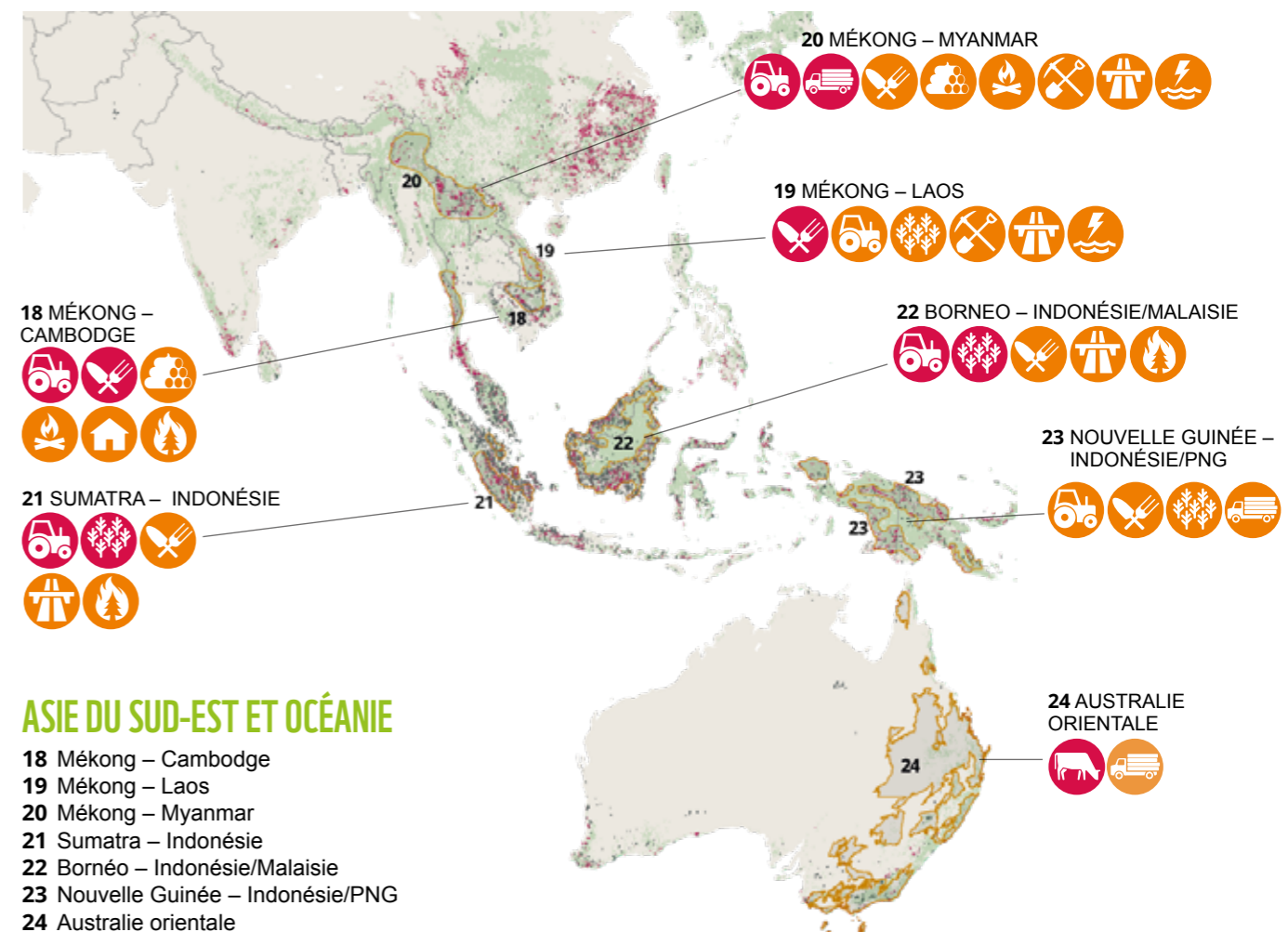
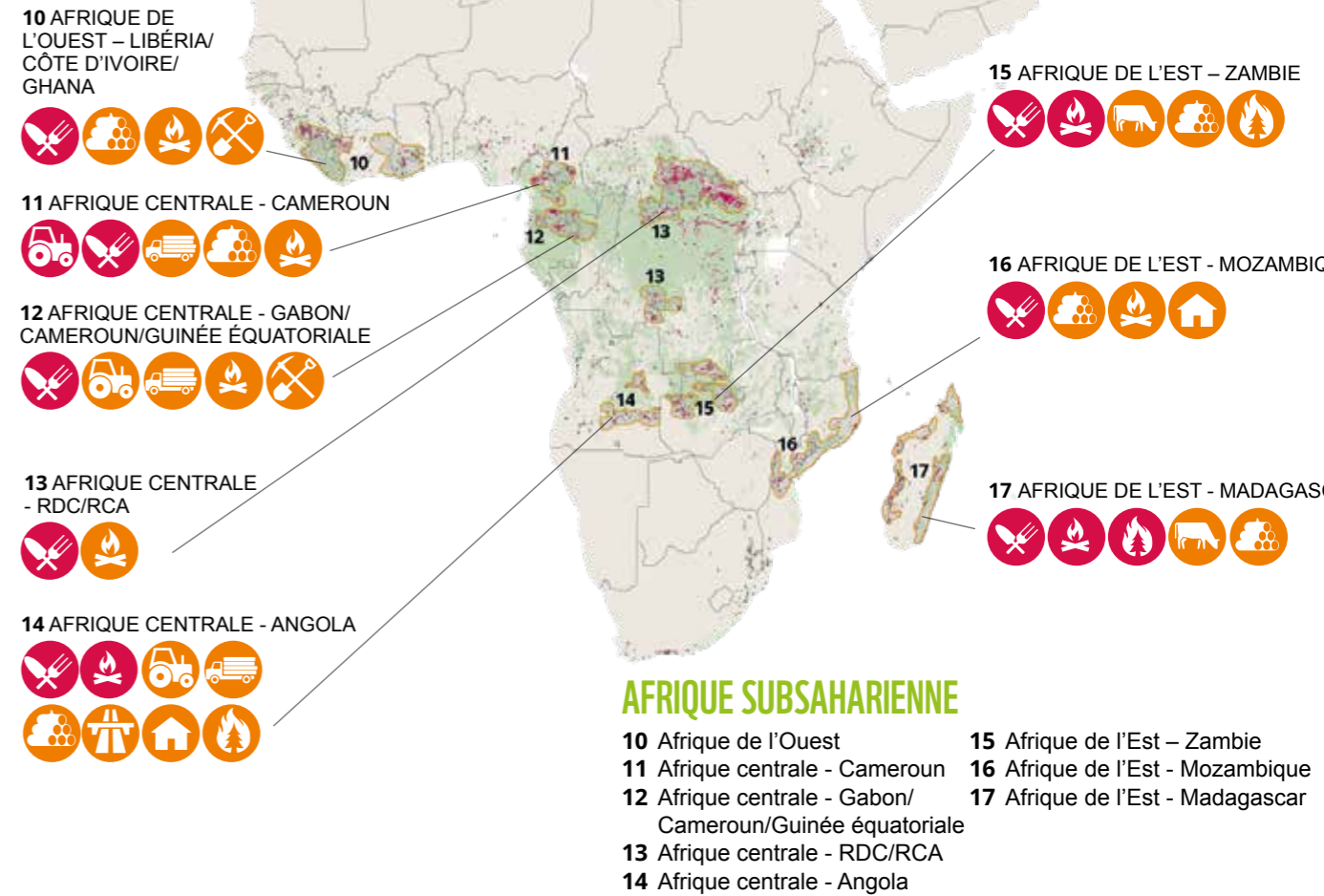
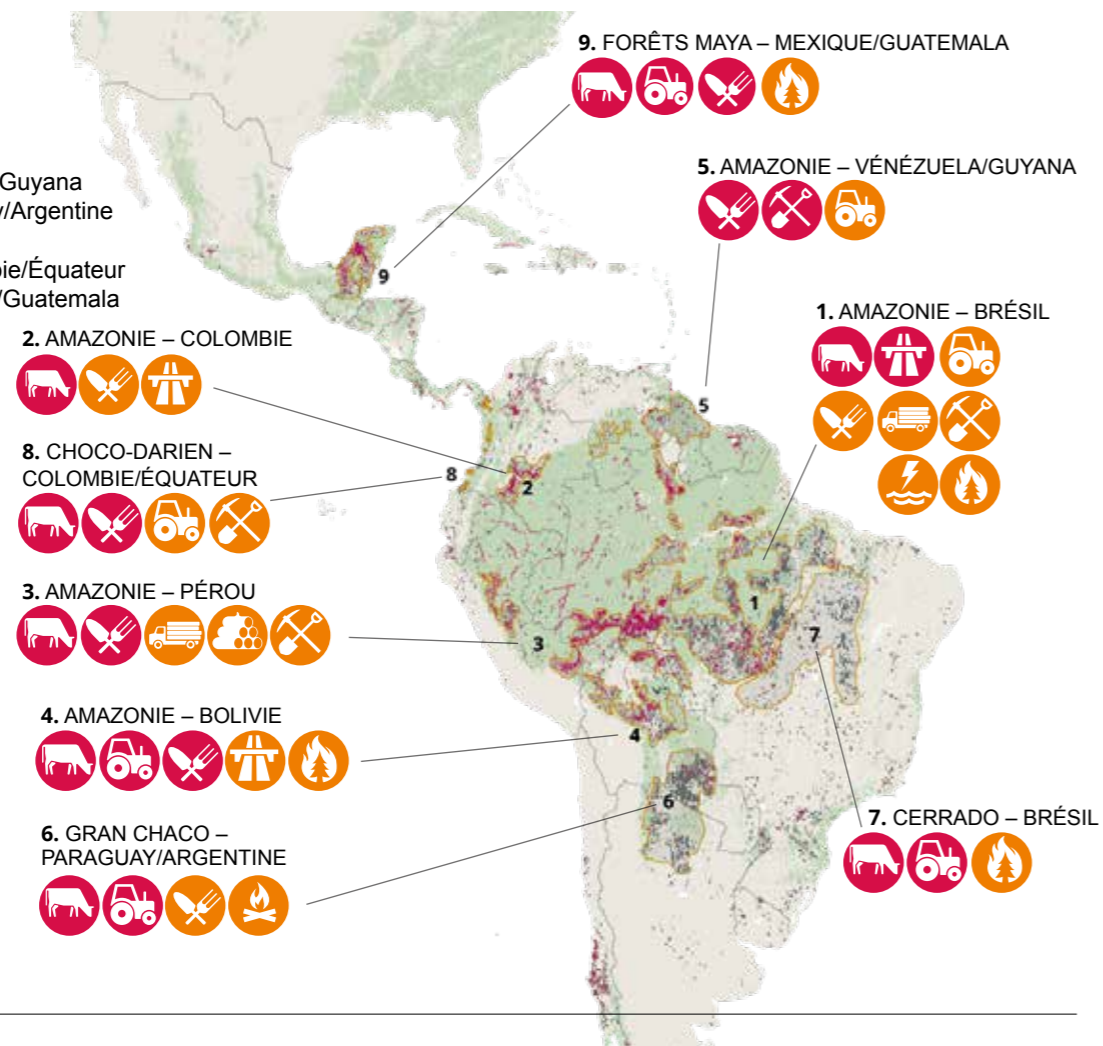
Les cartes suivantes montrent les 24 fronts de déforestation, qui ont été identifiés sur la base d'une analyse des « points chauds » de déforestation émergents dans les régions tropicales et subtropicales, en identifiant les zones où la déforestation a augmenté de manière significative entre 2004 et 2017. Les forêts restantes sont indiquées en vert. Les icônes indiquent les moteurs directs pour chacun des fronts : les causes primaires de la perte et/ou de la dégradation sévère des forêts sont en rouge et les causes secondaires sont en orange.

- | | |
|---|--------------------------------------|
| Élevage | Bois de chauffage et charbon de bois |
| Agriculture à grande échelle | Exploitation minière |
| Petites exploitations agricoles | Infrastructures de transport |
| Plantations industrielles d'arbres | Énergie hydroélectrique |
| Exploitation forestière à grande échelle | Expansion urbaine |
| Production de bois d'œuvre à petite échelle | Incendies |
- Zone forestière (2018) ■ Point chaud de déforestation
■ Déboisée depuis 2004 □ Front de déforestation

Pour des informations plus détaillées, consultez le tableau de bord interactif sur les fronts de déforestation panda.org/deforestationfronts

AMÉRIQUE LATINE

- 1 Amazonie – Brésil
- 2 Amazonie – Colombie
- 3 Amazonie – Pérou
- 4 Amazonie – Bolivie
- 5 Amazonie – Vénézuéla/Guyana
- 6 Gran Chaco – Paraguay/Argentine
- 7 Cerrado – Brésil
- 8 Choco-Darien – Colombie/Équateur
- 9 Forêts Maya – Mexique/Guatemala



LES MOTEURS DE LA DÉFORESTATION ET...

Analyse des moteurs des 24 fronts de déforestation

Front de déforestation		Agriculture et plantations			Activités extractives			Expansion de l'infrastructure			Autre		
		Élevage	Agriculture à grande échelle	Petites exploitations agricoles	Plantations industrielles d'arbres	Exploitation forestière à grande échelle	Production de bois d'œuvre à petite échelle	Bois de chauffage et charbon de bois	Exploitation minière	Infrastructures de transport	Énergie hydroélectrique	Expansion urbaine	Incendies
Amazonie	Brésil	→	→	→		→	→		→	→	→	→	
	Colombie	→		→			→		→				
	Pérou	→	→	→		→	→		→	→			
	Bolivie	→	→	→		→	→		→	→	→	→	
	Vénézuela/ Guyana	→	→	→		→			→			→	
Gran Chaco	Paraguay/ Argentine	→	→	→		→	→						
Cerrado	Brésil	→	→				→	→				→	
Chocó-Darién	Colombie/ Équateur	→	→	→				→	→		→		
Forêts Maya	Mexico/ Guatemala	→	→	→		→	→				→	→	
Afrique de l'Ouest	Libéria/Côte d'Ivoire/Ghana		→	→		→	→	→	→				
	Cameroun	→	→	→		→	→	→	→		→		
Afrique centrale	Gabon/ Cameroun/ République du Congo		→	→		→		→	→		→		
	RDC/RCA		→	→		→	→	→	→				
	Angola		→	→	→	→	→	→	→		→	→	
	Zambie	→		→		→	→	→	→			→	
Afrique de l'Est	Mozambique		→	→		→	→				→	→	
	Madagascar	→		→		→	→	→	→			→	
	Myanmar		→	→	→	→	→	→	→	→			
Mékong	Cambodge		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	
	Laos		→	→	→	→	→	→	→	→			
	Myanmar		→	→		→	→	→	→	→			
Indonésie	Sumatra		→	→	→	→		→	→		→	→	
Bornéo	Indonésie/ Malaisie		→	→	→	→		→	→		→	→	
Nouvelle Guinée			→	→	→	→		→	→			→	
Australie orientale		→	→		→	→		→	→		→	→	

Influence du moteur

- Cause primaire de perte de couvert forestier et/ou dégradation sévère
- Cause secondaire importante de perte de couvert forestier et/ou dégradation sévère
- Cause moins importante de perte de couvert forestier et/ou dégradation sévère

Trajectoire de déforestation

- Augmentation
- Diminution
- Stable

...LES SOLUTIONS DÉPLOYÉES

Analyse des réponses dans les 24 fronts de déforestation

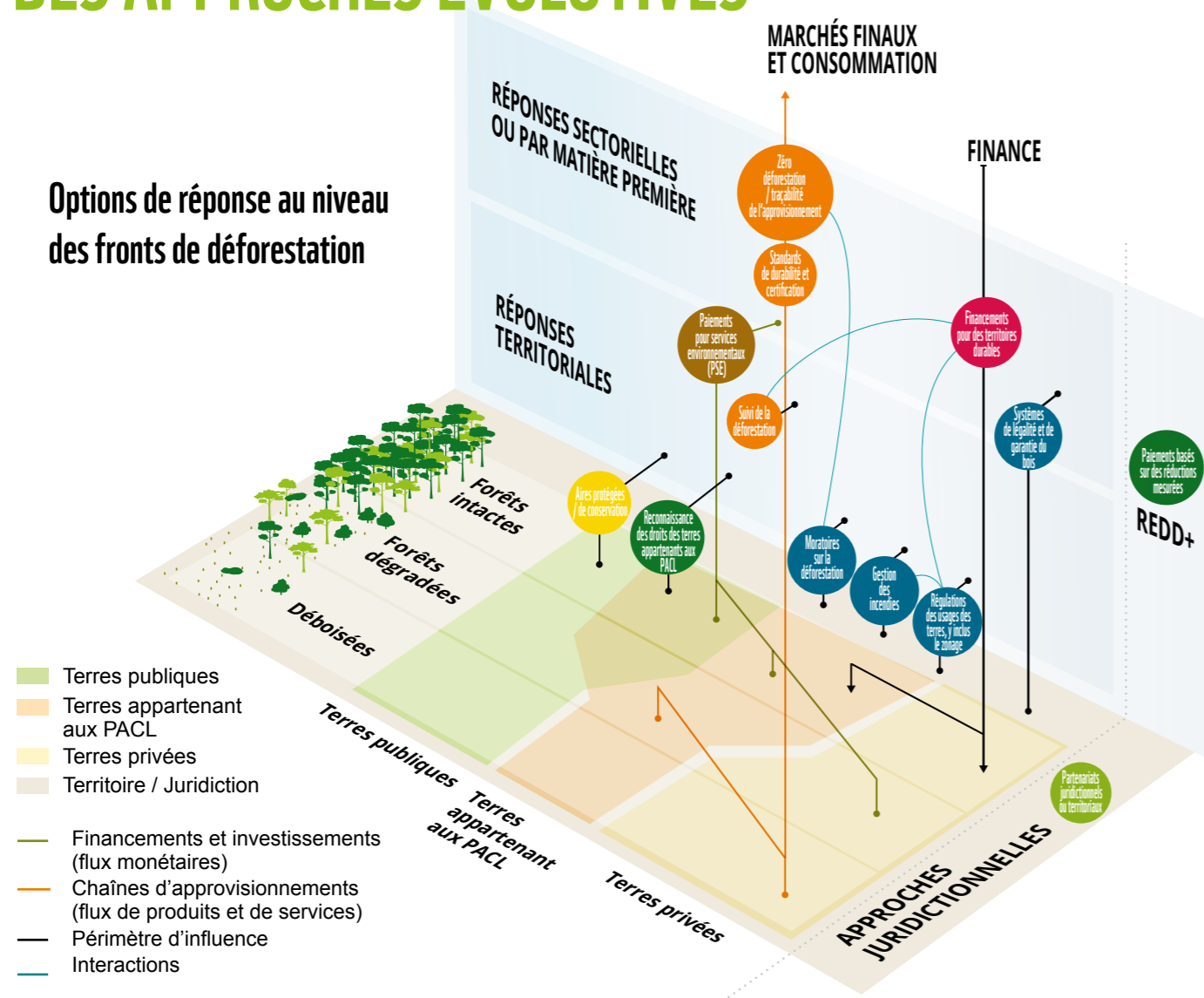
Front de déforestation		Territoriale				Sectorielle ou par matière première						Intégrée		
		Aires protégées	Reconnaissance des droits des terres appartenants des PACL	Moratoires sur la déforestation	Gestion des incendies	Zone de usages des terres	Système de légalité et de garantie du bois	Standards de durabilité et certification	Zéro déforestation / traçabilité de l'approvisionnement	Paiements pour services environnementaux / écosystémiques (PSE)	Financements pour des territoires durables	Suivi de la déforestation	Initiatives REDD+	Partenariats juridictionnels/territoriaux
Amazonie	Brésil	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Colombie	→	→			→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Pérou	→	→			→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Bolivie	→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Vénézuela/ Guyana	→	→			→	→	→	→	→	→	→	→	→
Gran Chaco	Paraguay/ Argentine	→	→			→	→	→	→	→	→	→	→	→
Cerrado	Brésil	→	→			→	→	→	→	→	→	→	→	→
Chocó-Darién	Colombie/ Équateur	→	→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
Forêts Maya	Mexico/ Guatemala	→	→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
Afrique de l'Ouest	Libéria/Côte d'Ivoire/Ghana		→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Cameroun	→	→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
Afrique centrale	Gabon/ Cameroun/ République du Congo		→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
	RDC/RCA		→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Angola		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Zambie	→		→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
Afrique de l'Est	Mozambique		→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Madagascar	→		→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Myanmar		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Mékong	Cambodge		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Laos		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
	Myanmar		→	→		→	→	→	→	→	→	→	→	→
Indonésie	Sumatra		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Bornéo	Indonésie/ Malaisie		→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Nouvelle Guinée			→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Australie orientale		→	→		→	→		→	→		→	→	→	→

Echelle de la réponse

- Déploiement important à large échelle
- Utilisée activement et en cours d'extension
- Spécifique à un projet, à petite échelle, expérimental

LES RÉPONSES À LA DÉFORESTATION : DES APPROCHES ÉVOLUTIVES

Options de réponse au niveau des fronts de déforestation



Les approches visant à mettre un terme à la déforestation ont évolué au fil du temps. Plus précisément, elles sont passées d'une dépendance exclusive à l'égard des politiques et des réglementations nationales à un accent mis davantage sur les initiatives s'appuyant sur le marché, tels que les PSE et les systèmes de certification. Les engagements de « zéro déforestation » des entreprises et des institutions financières ont également augmenté.

Les approches mises en œuvre ont tendance à mettre l'accent sur différents aspects et objectifs, tous liés à la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Elles ont ciblé la défense des droits humains des peuples autochtones et des communautés locales, la conservation des zones riches en biodiversité et le maintien des services environnementaux, ainsi que la promotion de la production légale, des chaînes d'approvisionnement durables et de la finance responsable. Deux approches ont émergé, cherchant à connecter des interventions multiples. La première est REDD+, le programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts soutenu par les Nations unies. La seconde est une approche juridictionnelle et territorialisée qui vise à lutter contre la déforestation, tout en visant des objectifs de développement durable plus larges, souvent à l'échelle infranationale ou d'un territoire.

Les approches ci-dessus englobent différents types de réponses que l'on peut répartir en deux groupes principaux :

1. Les réponses s'appuyant sur un zonage géographique, qui comprennent la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales, la gouvernance de ces terres et territoires, et des économies durables au sein de ces zones. Ce type d'approche comprend d'autres réponses comme la délimitation des zones protégées, les moratoires, la gestion des incendies et la réglementation de l'utilisation des terres.
2. Les réponses spécifiques à un secteur ou à une matière première, qui comprennent les systèmes de légalité et de garantie, les normes et les certifications volontaires de durabilité, les politiques de « zéro déforestation » et de traçabilité des sources d'approvisionnement, les PSE, le financement de territoires durables et le suivi de la déforestation.

Ces deux groupes de réponses se recoupent dans une certaine mesure, puisque certaines réponses s'appuyant sur un zonage géographique s'appliquent à un secteur spécifique, tandis que d'autres réponses spécifiques à un secteur sont mises en œuvre dans une région en particulier. Parmi les autres réponses, encore plus intégrées, figurent les paiements en fonction des résultats de déforestation et les partenariats juridictionnels, qui tendent tous deux à s'appuyer sur ou à combiner divers types de réponses limitées à des territoires spécifiques.

QU'AVONS-NOUS APPRIS ?

Un certain nombre de réponses ont eu un effet positif, dont quelques-unes avec des répercussions à grande échelle plus rapides que d'autres ; mais rien ne garantit que ces réponses ne seront pas remises en cause. Il faut donc les assortir de conditions qui assurent leur pérennité (par exemple, par un soutien politique continu), augmentent leur adoption et élargissent leur portée à long terme (par exemple, en réduisant les coûts, en améliorant le partage des bénéfices ou en redéfinissant l'accès au marché). En outre, de bons systèmes de suivi sont essentiels pour lutter contre l'illégalité, la mise en œuvre inadéquate ou la conformité partielle et les possibles fuites (une conversion déplacée d'un endroit à un autre).

Les approches s'appuyant sur un zonage géographique, parmi lesquelles les aires protégées et de conservation, sont souvent utiles pour réduire les pertes de forêt ; cependant, elles manquent souvent de capacités de gestion et de ressources financières pour s'avérer efficaces. La reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales, leurs pratiques locales de gestion et leurs systèmes de gouvernance ont contribué à une protection des forêts sous un contrôle local efficace. Les moratoires visant à éviter la déforestation dans des biomes entiers ont fonctionné lorsqu'ils étaient accompagnés d'une application légale. Ces approches ne peuvent toutefois pas éviter les fuites de la déforestation vers d'autres régions.

La certification forestière a été efficace pour améliorer la gestion des forêts dans le monde entier ; cependant, elle ne visait pas à mettre un terme à la déforestation et son adoption a été limitée parmi les utilisateurs de la forêt engagés principalement dans le marché local, national ou régional où une certification n'est pas exigée. Les systèmes de certification des matières premières agricoles adoptent de plus en plus souvent les critères de la « zéro déforestation », mais n'ont pas encore d'impact à grande échelle sur les fronts de déforestation.

Bien que les engagements des entreprises en faveur d'une politique « zéro déforestation » soient une étape clé, la plupart des entreprises peinent à mener un programme de conservation par manque d'appui des lois et politiques nationales. Lorsque les politiques gouvernementales coïncident avec des initiatives privées, il peut s'ensuivre une diminution importante de la perte de forêt, comme cela a été le cas en Amazonie brésilienne - lorsque le gouvernement est devenu favorable à la réduction de la déforestation et a mis en place des lois à cet effet - et dans certaines régions d'Indonésie. Mais il faut un engagement continu pour obtenir des résultats à long terme.

La garantie de la fourniture de services environnementaux - principalement par le biais de systèmes de paiement ou de compensation pour la biodiversité, le carbone et l'eau - a fonctionné dans des endroits spécifiques par le biais de transactions privées basées sur des projets, mais seulement à une échelle limitée. Les programmes parrainés par l'État, qui touchent un grand nombre d'agriculteurs, ont permis de surmonter cette limitation, mais sans conduire systématiquement à des mesures de conservation supplémentaires.

Des initiatives telles que REDD+ et les approches juridictionnelles/territoriales ont été adoptées comme moyen d'offrir des perspectives intégrées à long terme pour mettre fin à la déforestation et à la dégradation des forêts. Les initiatives REDD+ ont mis l'accent sur un suivi, un rapportage et une vérification plus solides des politiques publiques mais des



Les réponses visant à lutter contre la déforestation et ses moteurs doivent être inclusives et adaptées aux contextes locaux et régionaux. Les solutions sont plus efficaces lorsque plusieurs options de réponse sont combinées.

actions supplémentaires sont nécessaires pour influencer les forces politiques et économiques qui entretiennent le statu quo.

Les approches juridictionnelles ou territoriales favorisent les transitions vers des économies à faible intensité de carbone, plus durables et plus inclusives, dans une zone définie, souvent au niveau infranational. Les facteurs clés sont le soutien apporté à des partenariats public-privé, l'atténuation des risques des programmes de financement, l'amélioration de la planification de l'utilisation des terres, la clarification des régimes fonciers et le soutien à la résolution des conflits associés, l'encouragement d'une plus grande adoption des pratiques durables et la clarification des responsabilités des organes gouvernementaux au niveau juridictionnel. Cette approche est prometteuse, et il faut enquêter davantage sur son efficacité réelle et sur les défis auxquels elle est confrontée.

Enfin, la crise de la Covid-19, dont les implications ne sont pas analysées ici, pourrait ouvrir la voie vers les changements transformationnels identifiés comme nécessaires depuis un certain temps : un changement de la relation avec la nature, en s'attaquant à la surconsommation et en accordant une plus grande valeur à la santé et à l'équité plutôt que de ne mettre l'accent que sur la croissance économique et les profits financiers, comme c'est le cas actuellement. Ce que nous avons surtout appris, c'est que les réponses visant à lutter contre la déforestation et ses moteurs doivent être inclusives et adaptées aux contextes locaux et régionaux. Les solutions sont plus efficaces lorsque plusieurs réponses sont combinées de manière à se renforcer mutuellement.

LA VOIE À SUIVRE - LES QUESTIONS À EXAMINER

S'il est urgent de mieux comprendre quels types de réponses et d'approches sont les plus efficaces sur les différents fronts de déforestation et de déterminer les facteurs favorables à leur mise en place, nous pouvons tirer quelques enseignements généraux :

- Les réponses visant à lutter contre la déforestation et ses moteurs doivent être adaptées aux contextes locaux et régionaux et doivent être inclusives et adaptables dans le temps.
- Il n'existe pas d'approche universelle - les solutions sont plus efficaces lorsque des réponses multiples tendent à se renforcer les unes les autres, souvent en impliquant des partenariats public-privé.
- Il est nécessaire de trouver un équilibre entre la rigueur des réglementations et des normes et la capacité des producteurs, en particulier des petits producteurs, à les respecter.
- Les économies illégales et la corruption continuent de saper la soutenabilité - il est urgent de renforcer la responsabilité et la transparence.
- Les réponses des pays consommateurs doivent impliquer de manière plus significative les parties prenantes des pays producteurs afin de développer des solutions viables à long terme, tout en évitant des impacts sociaux négatifs.
- Dans la recherche de solutions durables à grande échelle, les réponses doivent tenir compte des lieux ou des fronts spécifiques (en considérant les effets de fuite possible) ainsi que du calendrier (urgence, durée).
- L'affirmation des droits des peuples autochtones et des communautés locales doit devenir une priorité, y compris soutenir leurs efforts de sécurisation des droits à leurs terres ancestrales et de protection de leurs cultures.
- Il est nécessaire de surmonter les cloisonnements sectoriels et les décalages entre le niveau national et le niveau infranational lors de l'élaboration de programmes ruraux intégrés et d'incitations plus ciblées pour maintenir les forêts sur pied.
- La protection des forêts ne doit pas conduire à la conversion d'autres écosystèmes naturels (par exemple les prairies et les savanes) - il faut éviter les fuites.
- Des partenariats public-privé-communautés plus ambitieux et plus inclusifs sont nécessaires pour établir et poursuivre des objectifs dans l'ensemble des écosystèmes et des écorégions qui impliquent activement les peuples autochtones et les communautés locales.

UNE OPPORTUNITÉ CRUCIALE EN 2021

Obtenir une législation de l'Union Européenne contre la déforestation

L'Union Européenne est l'une des principales régions importatrices de produits de base liés à la déforestation et a ainsi une responsabilité majeure dans l'existence des fronts de déforestation. Comme elle fait partie du problème, elle fait également partie de la solution. Une opportunité cruciale se présente en 2021 puisque la Commission Européenne a annoncé dans ses stratégies Biodiversité et Farm to Fork qu'elle présenterait un projet de législation pour lutter contre la déforestation.

Le WWF fait partie d'une coalition d'ONG européennes mobilisées depuis plusieurs années pour obtenir cette législation. En septembre 2020, nous avons lancé la campagne Together4Forests et invité les citoyens à participer à la consultation publique lancée par la Commission. En 3 mois, près d'1,2 million de citoyens nous ont rejoint pour alerter sur l'urgence d'agir contre la déforestation. Les mois et années à venir seront cruciaux pour l'avenir de nos forêts. C'est pourquoi, le WWF demande à l'Union Européenne d'adopter une législation ambitieuse et contraignante qui garantisse :

l'absence de déforestation, de dégradation des forêts et de conversion ou de dégradation d'autres écosystèmes naturels ;

le respect des droits humains, en particulier ceux des peuples autochtones et communautés locales ;

le ciblage d'un large éventail de produits et commodités afin d'inclure tous ceux susceptibles d'être liés à la destruction d'espaces naturels

l'intégration de tous les secteurs concernés, y compris le secteur financier

une exigence de légalité et de durabilité des produits et des matières premières mis sur le marché de l'UE ;

l'obligation de réaliser une diligence raisonnable et de mettre en oeuvre une traçabilité des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement

Cette législation est indispensable pour contribuer à arrêter la déforestation dans les fronts identifiés dans ce rapport car elle permettrait de ne plus alimenter la déforestation causée par la consommation européenne et d'accélérer la transition vers des productions respectueuses de l'environnement et des droits humains partout dans le monde. Comme le démontre ce nouveau rapport, la mise en oeuvre de mesures complémentaires sera essentielle, en particulier une aide financière et technique aux pays producteurs.

MOBILISER LES ENTREPRISES EST INDISPENSABLE POUR LUTTER CONTRE LA DÉFORESTATION

Malgré les multiples engagements “zéro déforestation” pris par les entreprises ces dernières années, ils n’ont pas permis de mettre un terme à la déforestation dans les fronts identifiés par le WWF.

Comment agir en tant qu’entreprise ?

Élaborer, publier et mettre en œuvre des mesures adaptées pour identifier et prévenir les risques liés à la déforestation et à la conversion d’écosystèmes, en lien avec le devoir de vigilance.

S’assurer d’une mise en œuvre efficace et inclusive de ses engagements zéro-déforestation/conversion d’écosystèmes, notamment en mettant les moyens nécessaires pour accompagner ses fournisseurs, suivre ses engagements et rapporter publiquement les progrès tous les ans de manière transparente et crédible. L’Accountability Framework est l’outil de référence, avec des guides de mise en œuvre détaillés, de la prise de l’engagement à la mise en œuvre et au reporting.

Rejoindre les 1000 entreprises qui ont déjà adopté des engagements « science-based » -fondés sur la science- pour le climat, en rejoignant l’initiative SBTi. Participer au développement d’objectifs similaires avec SBT Network dans le but de lutter contre la déforestation et la perte de la biodiversité sur l’ensemble de la chaîne de valeur. Prendre des actions rapidement pour réduire son empreinte écologique, investir dans la restauration des forêts dégradées et innover pour développer des produits et technologies à impact positif.

Participer à des plateformes d’influence comme Business For Nature, ou des initiatives multi-acteurs de marché sur des périmètres locaux, nationaux et internationaux pour soutenir les réglementations luttant contre la déforestation. En particulier, soutenir l’adoption d’une législation européenne ambitieuse pour lutter contre la déforestation et s’investir dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI).

Au-delà de leurs propres activités, les entreprises qui ont déjà pris des engagements ont un rôle clé à jouer pour sensibiliser et entraîner le reste de leurs chaînes d’approvisionnement mais aussi leur écosystème pour que ces engagements aient véritablement un effet d’entraînement sur la lutte contre la déforestation.

Les investisseurs ont un rôle essentiel à jouer en s’engageant à lutter contre la déforestation. En se fixant des objectifs de zéro-déforestation, zéro-conversion d’écosystèmes naturels et de respect des droits humains, le secteur financier est un levier clé et peut influencer de manière significative les pratiques, en intégrant mieux le risque à ses propres activités et en développant des mécanismes intégrant des critères zéro-déforestation et zéro-conversion.



LA DÉFORESTATION EN QUELQUES CHIFFRES

24 le nombre de « fronts de déforestation ».
Ils présentent les « points chauds » de la déforestation aujourd'hui.

43 en millions ha, la surface perdue au sein de ces fronts de déforestation entre 2004 et 2017, soit une superficie à peu près équivalente à celle du Maroc.

20% la part des forêts tropicales du monde menacées par ces fronts.

MULTIPLÉS les solutions à décliner sur mesure dans chacun des territoires.



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

ensemble, nous sommes la solution.. www.wwf.fr

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund for Nature (Formerly World Wildlife Fund)

® "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks / "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF France. 35-37 rue Baudin, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.